



CONTRÔLE DE LA CONFORMITÉ DES ÉQUIPEMENTS D'ÉVACUATION ET DU RACCORDEMENT DES COLLECTEURS PRIVÉS

Attribution d'un mandat d'ingénierie « Contrôle des biens-fonds privés »

Référence : ROV – 2022

1er Février 2022

Dossier d'appel d'offres

Procédure ouverte

Soumissionnaire :

Nom :

Adresse :

Prénom et Nom de la personne responsable de l'offre :

Téléphone : E-mail :

Total de l'offre brut :		CHF	_____
Rabais :	____%	CHF	_____
Sous-total :		CHF	_____
TVA :	7.7%	CHF	_____
Montant de l'offre net :		CHF	_____

TABLE DES MATIERES

1	INFORMATIONS GÉNÉRALES	3
1.1	PRÉSENTATION DU PROJET	3
1.2	DÉCOUPAGE DU PROJET ET ORGANISATION DES MANDATS	3
1.3	PRÉSENTATION DU MARCHÉ	3
1.4	POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAÎTRE DE L'OUVRAGE (MO)	4
1.5	ORGANISATEUR DE L'APPEL D'OFFRE :	4
1.6	LANGUE OFFICIELLE	4
1.7	BASES LÉGALES	4
1.8	DOCUMENT ANNEXÉ	4
2	CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	4
2.1	SECRÉTARIAT DE LA PROCÉDURE	5
2.2	ADRESSE ET DÉLAI POUR LA REMISE DE L'OFFRE	5
2.3	RESPECT DES DÉLAIS ET DES CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES	5
2.4	QUESTIONS/RÉPONSES.....	5
2.5	CONSULTATION DE DOCUMENTS	5
2.6	CONTENU DE L'OFFRE	5
2.7	OUVERTURE ET ÉVALUATION DES OFFRES.....	6
2.8	INCOMPATIBILITÉ	6
3	CALENDRIER DE LA PROCÉDURE	7
3.1	DOCUMENTS REMIS AUX SOUMISSIONNAIRES AVEC L'APPEL D'OFFRES.....	7
3.2	VISITE DU SITE.....	7
4	CRITÈRES D'ADJUDICATION ET LEUR PONDÉRATION	8
4.1	PRÉSENTATION DE L'ÉVALUATION	8
4.2	MÉTHODE DE NOTATION DU PRIX	8
4.3	BARÈME DES NOTES	9
4.4	CHOIX DE L'ADJUDICATAIRE.....	9
4.5	OFFRE ANORMALEMENT BASSE (DUMPING)	9
4.6	AUDITION DES SOUMISSIONNAIRES	10
5	PRESTATIONS À FOURNIR PAR LE MANDATAIRE - CAHIER DES CHARGES	10
6	RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE	10
6.1	DOCUMENTS DE BASE	10
6.2	HONORAIRES	10
6.3	ORGANISATION DU SOUMISSIONNAIRE POUR L'EXÉCUTION DU MARCHÉ	10
6.4	QUALITÉ TECHNIQUE DE L'OFFRE	10
6.5	ORGANISATION DE BASE DU SOUMISSIONNAIRE	10
7	DOSSIER DE SOUMISSION	11
8	CONDITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES.....	11
8.1	CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA VILLE DE LAUSANNE	11
8.2	CONDITIONS PARTICULIÈRES.....	11
8.3	ASSURANCE EN RESPONSABILITÉ CIVILE	14
8.4	AUTRES CONDITIONS	14
9	ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE	14

1 Informations générales

1.1 Présentation du projet

Le Service de l'eau de la ville de Lausanne met au concours les prestations de contrôle des équipements privés d'évacuation des eaux car elle vise les objectifs suivants :

- Contrôler le système d'évacuation des eaux des biens-fonds pour savoir s'ils sont en système d'évacuation séparatif, unitaire ou mixte ;
- Rechercher et mettre en conformité les biens-fonds mal raccordés.

Ces objectifs s'inscrivent dans un contexte où :

- les recherches d'exutoires pollués s'intensifient, car une entité spécifique a été créée en 2019 au sein du Service de l'eau ;
- dans le cadre de la Commission intercommunale de la STEP (CISTEP), les communes partenaires devront participer au paiement des charges de la STEP, en fonction de l'état du séparatif des réseaux de collecteurs.

Les prestations demandées consistent à :

- Relever les équipements d'évacuation des eaux et contrôler leur état
- Contrôler la conformité des équipements d'évacuation des eaux en procédant à des tests de teintage
- Elaborer un rapport de conformité des équipements se basant sur les observations du contrôle
- Proposer une solution de mise en conformité

1.2 Découpage du projet et organisation des mandats

Les biens-fonds à contrôler sont généralement groupés au sein d'un même périmètre géographique. Les différents groupes de biens-fonds sont disséminés sur le territoire. Toutefois, il peut arriver que des contrôles soient réalisés sur un bien-fonds isolé des autres.

Au vu de la configuration de la Commune, tout type de biens-fonds peut être rencontré (villas, locatifs, locaux commerciaux, etc.).

1.3 Présentation du marché

- Type de marché : marché de service
- Type de procédure : procédure ouverte

Dans le contexte de ce projet, la ville de Lausanne, représentée par son Service de l'eau, lance un appel d'offres pour l'attribution d'un mandat.

Les prestations devront débuter immédiatement après l'adjudication du mandat et la date de retour des derniers documents est fixée au 30 novembre 2022.

1.4 Pouvoir adjudicateur et Maître de l'ouvrage (MO)

COMMUNE DE LAUSANNE

Représentée en tant que pouvoir adjudicateur et MO par

Direction Sécurité et Economie
Service de l'eau
Rue de Genève 36
Case postale 7416
CH-1002 Lausanne

Le suivi du projet sera assuré par la section Rivières et Ouvrages Visibles (ROV) de la division Etudes et constructions, du Service de l'eau.

1.5 Organisateur de l'appel d'offre :

Le Service de l'eau est en charge de la gestion et de la coordination de cet appel d'offre.

La personne de contact pour cet appel d'offre est :

Chantal Voruz, Inspectrice protection des eaux, Etudes et Constructions, cheffe de projet.
Tél. : +41.21.315.79.52
Courriel : rivieres@lausanne.ch

1.6 Langue officielle

La langue officielle qui régit la présente procédure, ainsi que l'exécution des prestations requises est le **français**. Tous les documents y relatifs doivent par conséquent être rédigés en **français**.

1.7 Bases légales

La présente procédure est soumise à :

- L'accord intercantonal sur les marchés publics du 25.11.1994, révisé le 15.3.2001,
- La loi cantonale vaudoise du 24.6.1996 sur les marchés publics,
- Le règlement cantonal vaudois du 7.7.2004 sur les marchés publics.

1.8 Document annexé

Les documents annexés, listés au chapitre 3.1, font partie intégrante du présent appel d'offre.

2 Conditions de participation

Le soumissionnaire doit être un bureau (ou un groupement de bureaux) spécialisé(s) dans le contrôle de la conformité des biens-fonds, à même de réaliser l'ensemble des prestations mises en concurrence.

Dans son annexe Q8, le soumissionnaire doit présenter au moins une référence d'un mandat similaire. La non-présentation d'une telle référence entraînera l'élimination directe de l'offre qui ne fera l'objet d'aucune évaluation.

Dans le cadre d'un groupement, un bureau pilote sera désigné comme interlocuteur unique du MO, respectivement de l'organisateur de l'appel d'offres.

Les bureaux spécialisés portant la même raison sociale ou faisant partie d'un même groupe de sociétés et dont l'activité est identique, même issues de cantons ou de pays différents, ne peuvent déposer qu'une seule offre.

2.1 Secrétariat de la procédure

Tous documents et correspondance devront parvenir au Secrétariat de la procédure, soit à l'adresse qui figure ci-après :

Direction Sécurité et Economie
Service de l'eau
Rue de Genève 36
Case postale 7416
CH-1002 Lausanne

Mention : «Contrôle de la conformité des équipements d'évacuation et du raccordement des collecteurs privés – 2022 – Mandat d'ingénierie».

2.2 Adresse et délai pour la remise de l'offre

Le dossier de soumission dûment complété (cf. chapitre 7), doit parvenir, sous forme papier accompagné d'une clé USB contenant l'intégralité de l'offre en fichier .pdf ainsi que les fichiers natifs (.docx et .xlsx), sous pli fermé portant la mention « **Contrôle de la conformité des équipements d'évacuation et du raccordement des collecteurs privés – 2022 – Mandat d'ingénierie - A NE PAS OUVRIR !** » au plus tard le :

Lundi 21 mars 2022 à 11.00 heures

à l'adresse du Secrétariat de la procédure indiquée sous chapitre 2.1

2.3 Respect des délais et des conditions de l'appel d'offres

Le soumissionnaire est seul responsable de l'acheminement et du dépôt de son offre dans le délai et à l'endroit indiqués. La remise de l'offre se fera contre récépissé, la date et l'heure mentionnées sur ce dernier font foi. Toute offre parvenant après ce délai est exclue.

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de remise fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmises à l'adjudicateur. En cas de divergence entre l'offre papier et l'offre sur clé USB, c'est la version papier qui fait foi.

Ne seront retenues que les offres complètes, arrivées dans les délais, signées par tous les membres et émanant de soumissionnaires qui respectent la législation sur le travail, les usages locaux, et paient les charges sociales.

2.4 Questions/réponses

Les questions éventuelles devront être transmises via la plateforme SIMAP **jusqu'au 25 février 2022 à 18.00h** au plus tard. Dans toute la mesure du possible, il y sera répondu dans les 7 jours. Aucune question ne sera traitée par téléphone ni par courriel. Les questions et les réponses seront listées anonymement et publiées sur la plateforme www.simap.ch.

2.5 Consultation de documents

Aucune consultation de documents auprès de l'adjudicateur de l'appel d'offres n'est prévue. Il est admis que les documents remis avec l'appel d'offres permettent d'établir une offre fondée.

2.6 Contenu de l'offre

L'offre remise sous pli fermé contiendra impérativement les documents mentionnés à l'article 7 du présent dossier d'appel d'offres.

2.7 Ouverture et évaluation des offres

a) Principes d'évaluation et groupe d'évaluation

L'ouverture des offres ne sera pas publique. L'évaluation des offres sera effectuée par le groupe d'évaluation.

Le groupe d'évaluation des offres est formé comme suit :

M. Christophe Mechouk, chef de la division Etudes et Constructions du service de l'eau,

M. David Rannaud, adjoint au chef de la division Etudes et Constructions du service de l'eau,

M. Esteban Rosales, chef de section Rivières et Ouvrages Visibles (ROV), division Etudes et Constructions

Mme Chantal Voruz, inspectrice protection des eaux, section ROV, division Etudes et Constructions

L'évaluation aura lieu en deux temps :

- contrôle de conformité des offres,
- évaluation qualitative des offres.

b) Contrôle de conformité

Dans un premier temps, les offres seront contrôlées d'un point de vue administratif, par rapport aux exigences du présent document.

Les éléments suivants pourront entraîner l'élimination de l'offre à n'importe quel moment de la procédure :

- remise de l'offre en-dehors du délai fixé,
- dossier d'offre incomplet ou incompréhensible dans ses parties essentielles,
- offre contenant de faux renseignements (documents fallacieux ou erronés, informations caduques ou mensongères, preuves falsifiées ou douteuses, signatures non valables, etc),
- modification ou suppression de mentions figurant au présent dossier d'appel d'offres. A cet égard, l'utilisation de formulaires Q et R autres que ceux remis en annexe du présent appel d'offres entraînera l'exclusion de l'offre.
- Les rubriques des formulaires Q et R non complètement remplies.

Les autres motifs d'exclusion selon l'art. 32 du Règlement d'application de la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RLMP-VD) restent réservés.

c) Evaluation qualitative

Le groupe d'évaluation évaluera ensuite les offres jugées conformes selon les critères définis au chapitre 4 du présent document.

2.8 Incompatibilité

Aucun prestataire externe n'a été impliqué dans la préparation du dossier d'appel d'offres.

3 Calendrier de la procédure

Le calendrier de la procédure d'appel d'offres est le suivant :

Envoi des documents d'appel d'offres aux candidats	1 ^{er} Février 2022
Dépôt des questions par les candidats	25 Février 2022 à 18.00h
Remise des offres par les candidats	21 Mars 2022 à 11.00h
Ouverture non publique des offres	21 Mars 2022 à 11.30h

3.1 Documents remis aux soumissionnaires avec l'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres téléchargeables sur le site du SIMAP (www.simap.ch) par les intéressés sont les suivants :

- le présent dossier d'appel d'offres, à restituer complété, daté et signé,
- les annexes au dossier d'appel d'offres à restituer dûment remplies et signées s'il y a lieu,
- le cahier des charges à restituer dûment daté et signé,
- les annexes à consulter et à prendre en compte dans l'établissement de l'offre :
 1. Les plans généraux des secteurs concernés,
 2. Les listes des parcelles à contrôler avec les coordonnées de leurs correspondants,
 3. Le document-type de rendu.

3.2 Visite du site

Sans objet.

4 Critères d'adjudication et leur pondération

4.1 Présentation de l'évaluation

Les offres seront évaluées sur la base des critères et des pondérations suivants :

N° Critère	Critères	Pondération (en %)
1	Prix Honoraires (Annexe R1)	30 %
2	Organisation du soumissionnaire pour l'exécution du marché Planification des moyens (Annexe R6) nombre d'heures offertes 5%, disponibilité des personnes-clés 4%, planning 15% Méthodes de travail pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché (Annexe R7) 3% Répartition des tâches et des responsabilités (Annexe R8) 3% Qualifications des personnes clés (Annexe R9) 10%	40 %
3	Qualités techniques de l'offre Degré de compréhension du cahier des charges (Annexe R14) 6 questions notées chacune sur 5 puis moyenne	10 %
4	Références du soumissionnaire Références (Annexe Q8) 2 références. Chacune notées sur 5 puis moyenne	10 %
5	Organisation de base du soumissionnaire Organisation qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client (Annexe Q1) 2.5% Capacité en personnel (Annexe Q4) 2.5% Contribution de l'entreprise à la composante sociale du développement durable (Annexe Q5) apprentis notés sur 1.5% et certification notée sur 1% Contribution de l'entreprise à la composante environnementale du développement durable (Annexe Q6) 2.5%	10%
TOTAL		100 %

Le marché sera adjugé au soumissionnaire ayant obtenu la note globale la plus élevée, correspondant à la meilleure offre, tant sur le plan économique que sur celui des compétences du soumissionnaire pour effectuer les différentes prestations demandées par le MO.

4.2 Méthode de notation du prix

$$Note_Offre = \frac{P_{Max} - P_{Offre}}{P_{Min}} \times 5$$

Avec : PMin = offre la moins chère
 PMax = 2 x PMin
 POffre = prix de l'offre à noter

4.3 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).

Note	Notation	Description
0		Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé. La note de 0 à un des critères peut entraîner l'élimination de l'offre.
1	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.
2	Partiellement insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
3	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats.
4	Bon et avantageux	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente quelques avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.
5	Très intéressant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.

La note attribuée à un critère est faite sur la base d'une analyse globale de l'ensemble des documents exigés par critère. Les notes seront attribuées par le groupe d'évaluation (cf. § 2.7 a).

4.4 Choix de l'adjudicataire

La note finale résultera de l'addition des notes pondérées arrondies au 100e de point. L'offre ayant la note la plus élevée sera retenue et considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'adjudicateur peut décider d'adjuger le marché uniquement à l'offre qui a obtenu au moins 60 % des points possibles sur l'ensemble des critères. S'il devait constater qu'aucun soumissionnaire ne serait adjudicataire en appliquant cette règle, il se réserve le droit d'abaisser cette limite ou de prendre une décision d'interruption et de renouvellement, s'il le juge nécessaire, de la procédure. Le cas échéant, cette décision est sujette à recours.

4.5 Offre anormalement basse (dumping)

L'adjudicateur vérifiera que chaque offre déposée ne soit pas anormalement basse, à savoir que le soumissionnaire ne fait pas de dumping, avec des prix unitaires, globaux ou forfaitaires qui peuvent être notamment en dessous du prix de revient, ce qui pourrait à terme mettre en péril son entreprise ou l'entraîner dans une faillite avec des conséquences financières pour l'adjudicateur.

En cas de doute, l'adjudicateur peut demander des renseignements au soumissionnaire pour s'assurer que celui-ci respecte les conditions de participation et puisse remplir les conditions du marché ; le cas échéant, il peut demander des garanties de bonne fin avant toute décision d'adjudication.

Un cas de dumping pourra justifier l'exclusion du soumissionnaire concerné s'il apparaît que ce dernier n'est pas en mesure techniquement, économiquement ou financièrement de réaliser le marché au prix offert ou si la différence de prix s'explique par un acte illicite (notamment une violation de ses obligations fiscales ou des dispositions relatives à la protection des travailleurs et aux conditions de travail).

4.6 Audition des soumissionnaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des auditions des soumissionnaires ou de certains d'entre eux, sans rémunération ou dédommagement pour ces derniers.

5 Prestations à fournir par le mandataire - Cahier des charges

L'ensemble des prestations à fournir par le mandataire est décrit dans le document "cahier des charges", joint au présent dossier d'appel d'offres.

6 Renseignements à fournir par le soumissionnaire

Le soumissionnaire complète les annexes au dossier d'appel d'offres, dont la liste figure ci-après. Il est rappelé à cet égard qu'il n'est pas autorisé de supprimer ou de modifier le texte pré-rempli de ces annexes. Tel que mentionné au §2.7.b du présent document, toute modification des annexes pré-remplies fournies par le pouvoir adjudicateur entraînera l'élimination de l'offre du soumissionnaire.

6.1 Documents de base

P2 - Le soumissionnaire fournit toutes les attestations requises dans l'annexe P2.

P4 - Le soumissionnaire indique dans l'annexe P4 ses caractéristiques, notamment sa raison sociale, la personne de contact, l'adresse complète de son bureau et son statut juridique

Q2 – Organisation interne du soumissionnaire. Le soumissionnaire fournit l'organigramme de son organisation interne.

6.2 Honoraires

R1 - Sur la base du cahier des charges, le soumissionnaire présente en annexe R1 le montant d'honoraires.

6.3 Organisation du soumissionnaire pour l'exécution du marché

R6 - Le soumissionnaire renseigne dans l'annexe R6 la planification des moyens. Le nombre minimum d'années d'expérience des personnes clés demandées est à respecter. La liste des personnes clés demandées est à respecter impérativement. Le nombre d'heures offertes sera noté selon la méthode de l'annexe T4 du guide romand des marchés publics.

R7 - Le soumissionnaire fournit dans l'annexe R7 les méthodes de travail envisagées pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché.

R8 - Le soumissionnaire transmet dans l'annexe R8 la répartition des tâches et des responsabilités, incluant notamment l'organigramme opérationnel prévu pour l'exécution du marché.

R9 - Le soumissionnaire fournit les qualifications des personnes clés dans l'annexe R9. Il s'agit ici de l'expérience propre du collaborateur et non pas celle de l'entreprise. Seules les deux références de la fiche entrent dans l'évaluation. La notation de chaque collaborateur portera sur son expérience dans un poste similaire, ses 2 références en lien avec le projet.

6.4 Qualité technique de l'offre

R14 - Le soumissionnaire présente dans l'annexe R14 son degré de compréhension du cahier des charges.

6.5 Références du soumissionnaire

Q8 - Le soumissionnaire indique dans l'annexe Q8 les réalisations de nature et complexité comparables qu'il a organisées et menées, achevées depuis moins de 10 ans. Les références non achevées recevront une note plus faible que les références achevées.

6.6 Organisation de base du soumissionnaire

Q1 - Le soumissionnaire indique dans l'annexe Q1 s'il est au bénéfice d'une certification qualité officielle, en cours de certification ou sans certification.

Q4 - Le soumissionnaire transmet dans l'annexe Q4 sa capacité en personnel.

Q5 - Le soumissionnaire indique dans l'annexe Q5 s'il est au bénéfice d'une certification officielle dans le domaine social, et renseigne le nombre d'apprenti(e)s qu'il a formé(e)s.

Q6 - Le soumissionnaire indique dans l'annexe Q6 s'il est au bénéfice d'une certification officielle dans le domaine environnemental.

7 Dossier de soumission

L'offre remise par le soumissionnaire devra impérativement comprendre le présent document, complété et signé, ainsi que les informations requises dans les annexes du dossier d'appel d'offres. Toute autre information jugée nécessaire sera portée au dossier de soumission.

Les offres partielles sont irrecevables. **L'absence ou l'invalidité de l'une ou l'autre des attestations requises (annexe P2) peut entraîner l'exclusion de l'offre (cf. chapitre 2.7).**

8 Conditions générales et particulières

8.1 Conditions générales de la Ville de Lausanne

Les conditions générales de la Ville de Lausanne, Edition 2018, Compléments à la norme SIA 118 (2013) (disponible sur

<https://www.lausanne.ch/dam/jcr:4020fdc1-2bb6-481c-944b-b1c80039db72/Conditions-GenVdL-Final-V01.pdf> s'appliquent, dans la mesure où les conditions particulières ci-dessous n'y dérogent pas.

8.2 Conditions particulières

Les dispositions particulières de la Ville de Lausanne concernant les mandats (Edition 2006), Compléments aux règlements SIA 102, 103, 108 (2003) (disponible sur <https://www.lausanne.ch/dam/jcr:e3190960-9536-4245-a3aa-d06f9ed5d6f1/Dispositions-Particulieres-Ville-Lsn.pdf>) s'appliquent dans la mesure où elles sont transposables à l'édition 2014 de la SIA 108.

8.2.1 Frais divers

Les frais de reproduction seront inclus dans les honoraires, jusqu'à concurrence de 3 exemplaires papier pour chaque version de chaque document. Au-delà, les dispositions particulières de la Ville de Lausanne concernant les mandats s'appliquent.

Tous les autres frais accessoires, notamment les débours et frais de déplacement, d'hébergement et de repas, font partie intégrante de l'offre déposée par le soumissionnaire et sont compris dans les honoraires indiqués à l'annexe R1 du dossier d'appel d'offres.

8.2.2 Indexation des honoraires

Les prix sont fixes jusqu'au 31 décembre 2022. Aucune hausse conjoncturelle n'est considérée pour les prestations objet du présent dossier d'appel d'offres. Au-delà de cette échéance, les taux horaires seront indexés selon la norme SIA 126, la date de référence étant la date de signature du contrat.

8.2.3 Validité de l'offre

Les offres sont valables **12 (douze) mois** à compter de la date de dépôt de celles-ci.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication.

Lorsque la validité de l'offre n'a plus cours, l'adjudicateur demande aux entreprises en lice une actualisation en principe globale de leur offre. Les rabais spontanés sont interdits. En cas de forte diminution des prix, l'adjudicateur se réserve le droit d'interrompre la procédure et de procéder à une nouvelle mise en soumission.

8.2.4 Documents de travail

Les plans et autres documents que pourrait fournir le MO le seront sous toute réserve et à titre indicatif. L'adjudicataire devra obligatoirement s'assurer de leur conformité et ne pourra, en aucun cas, présenter de réclamation à ce sujet.

Le standard d'échange de données informatiques avec le MO est défini comme suit :

- les fichiers "bureautique" seront compatibles avec la suite de logiciels MS Office 2007 et suivants,
- les fichiers "planning" seront compatibles avec le logiciel MS Project Professional 2007 et suivants,
- les fichiers "graphique" seront au format PDF (.pdf). Des sorties aux formats "DXF" et "DWG" doivent également être possibles.

En plus des documents imprimés, tous les plans, rapports et documents seront remis au MO sur support informatique au format natif. Ces données pourront être réutilisées, le cas échéant, par le MO pour d'autres mandats ou à d'autres fins, sans que des droits d'auteurs puissent être exigés.

8.2.5 Indemnisation et nature juridique des documents

Les prestations à fournir pour l'établissement de l'offre ne donnent droit à aucune rémunération par le MO. Les documents d'appel d'offres sont destinés à l'évaluation et à la comparaison des offres. Ils ne peuvent en aucun cas être utilisés comme base de revendication. Les offres ne seront pas restituées au terme de la procédure.

8.2.6 Groupement

Le regroupement de plusieurs bureaux est admis pour autant qu'ils se soient constitués en une entité dotée de la personnalité juridique au moment de la signature du contrat. Tous les membres du groupement sont solidairement responsables envers le MO et doivent respecter toutes les conditions du dossier d'appel d'offres. La convention de groupement, indiquant notamment la répartition des tâches et de la rémunération, sera annexée au contrat.

8.2.7 Sous-traitants

La sous-traitance ne pourra être admise que sur avis préalable et approbation écrite du MO.

8.2.8 Marché(s)

Une modification de la quantité des prestations à fournir ne donne pas droit à compensation quelconque ou à une augmentation des conditions de prix pour la partie de mandat qui est conclue.

8.2.9 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas admises.

8.2.10 Négociations

Les négociations sur les prix, les remises de prix et des prestations offertes sont interdites.

8.2.11 Prix et TVA

Tous les prix sont à indiquer en francs suisses (Hors taxe TVA) et d'une façon précise dans la récapitulation détaillée de l'offre de prix.

8.2.12 Vérifications

Le soumissionnaire autorise le pouvoir adjudicateur à vérifier toutes les informations mentionnées dans l'offre.

8.2.13 Voies de recours

La décision d'adjudication peut faire l'objet d'un recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois dans un délai de dix jours dès sa notification. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours ; la décision attaquée est jointe au recours.

8.2.14 Responsables

Le soumissionnaire désigne dans le dossier de soumission un(e) chef(fe) de projet et son(sa) remplaçant(e). Ces personnes sont les interlocuteurs du MO.

8.2.15 Résiliation anticipée

Le MO peut à tout moment, par notification adressée à l'adjudicataire, résilier immédiatement tout ou partie du contrat pour raison de convenance. Le MO dédommagera alors entièrement l'adjudicataire pour les frais engagés jusqu'à la date de résiliation et les inconvénients ainsi supportés. Ces derniers devront faire l'objet d'une négociation.

8.2.16 Résiliation pour manquements

Le MO pourra résilier, sans préjudice des autres voies de recours contractuelles qu'il détient, tout ou partie du marché, si l'adjudicataire manque de manière évidente à ses obligations contractuelles. En cas de résiliation partielle du contrat, le MO peut faire appel à sa guise à de nouveaux mandataires pour exécuter la partie du marché retirée.

8.2.17 Insolvabilité

Le MO peut, à tout moment, résilier le contrat par simple notification à l'adjudicataire, si celui-ci est en faillite ou devient insolvable. La réalisation se fera sans indemnisation, sous réserve, toutefois, du droit du MO à des dommages et intérêts.

8.2.18 Cession des obligations

Le MO peut céder, sans l'accord préalable de l'adjudicataire, en totalité ou partie, à des tiers, les obligations qu'il doit exécuter conformément au contrat.

L'adjudicataire ne peut céder, sans l'accord préalable du MO, en totalité ou partie, à des tiers, les obligations qu'il doit exécuter conformément au contrat.

8.2.19 Pénalités

L'adjudicataire respectera les échéanciers fixés d'un commun accord avec le MO, pour la remise de ses livrables. Le MO appliquera une pénalité de 100 CHF HT par jour calendaire de retard de livraison et pour chaque livrable.

Toute absence non-justifiée à une séance dûment convoquée entraînera l'application d'une pénalité de CHF 400 par occurrence.

8.3 Assurance en responsabilité civile

Le soumissionnaire fourni, dans le dossier de soumission (annexe P2), les documents attestant qu'il est au bénéfice d'une assurance responsabilité civile professionnelle (RC) pour un montant de CHF 10'000'000.00 au minimum par sinistre. La couverture d'assurance doit être assurée jusqu'à la fin du mandat.

8.4 Autres conditions

Pour toutes autres conditions non spécifiées expressément dans le présent dossier d'appel d'offres, les dispositions du Code suisse des obligations sont applicables.

9 Engagement du soumissionnaire

En déposant le dossier d'appel d'offres dûment signé, le soumissionnaire certifie qu'il a pris connaissance des conditions de la procédure et qu'il en accepte le contenu sans réserve. Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit sur l'une ou l'autre des conditions et ce dans le même délai que pour le dépôt de l'offre.

Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité,
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou son représentant, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur),
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant,
- d) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores,
- e) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires,
- f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité,
- g) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat,
- h) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres,
- i) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié,

- j) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel,
- k) en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse,
- l) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant,
- m) il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le MO,
- n) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis,
- o) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques,
- p) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence,
- q) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.

Lieu, date :

Nom du soumissionnaire :

Signature :